

<https://www.ricochets.cc/France-le-coup-d-Etat-legal-suit-normalement-son-cours-7821.html>



# France : le coup d'Etat légal suit normalement son cours

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mardi 3 septembre 2024

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Le sinistre Cazeneuve semble parfaitement en phase avec la tyrannie macroniste, la domination bourgeoise et le brutal système policier.**

Cet ancien socialiste pur jus a donc des chances d'être choisi comme 1er ministre par l'autocrate, le bloc bourgeois, l'extrême droite et les médias dominants.

Le simple fait qu'une telle engeance soit envisagée et promue montre dans quelle mélasse on se trouve.

A quoi bon s'embarrasser d'élections, de débats, de participations, puisque les élites savent beaucoup mieux que nous ce qui est bon pour la poursuite du techno-capitalisme meurtrier, de l'écocide et des institutions anti-démocratiques & policières.

**Et puis de quoi se plaignent la plupart des gens ? Ils ne peuvent pas avoir le beurre et l'argent du beurre, c'est à dire un système oligarchique, capitaliste, destructeur et tyrannique, ET le paradis démocratique, avec sécurité de la vie et respect de la biosphère. Quand on adhère à un système épouvantable (l'Etat, le capitalisme, la système techno-industriel, la délégation...), il faut aussi accepter ses innombrables et inéluctables conséquences néfastes. Deal ?**

Quel que soit le 1er ministre de l'oligarchie, on aura le même système, inchangé.

Comme Macron ne cache plus son jeu de tyran dans le ni droite ni gauche disruptif et les faux débats, il nommera sans doute Xavier Bertrand, pour faire une politique bien de droite rien ne vaut un type officiellement à droite ? Bertrand, Royal, Cazeneuve, Beaudet, Attal... Faites vos jeux !

- ▶ Pendant ce temps, ce qui reste des forces de gauche institutionnelle propose mollement des protestations gentilles le 07 septembre (le 06 sept à Valence), tandis que la CGT préfère repousser sagement sa toute petite agitation rituelle le 1er octobre.

**Il semble donc que les idéologies de l'Ordre, du capitalisme et de la soumission soient adoptées par une bonne majorité de la population, jeunes et travailleurs compris.** C'est ce que en tout cas veut nous laisser croire une enquête (sans doute biaisée et orientée) du Cevipof (Sciences Po) : [Enquête électorale : une victoire de la gauche aux législatives dans une France de droite](#) - *Si le résultat du second tour peut être interprété comme le refus de voir arriver le RN à Matignon, il illustre aussi une montée des idées répressives en matière de sécurité et libérales en matière économique. (...)*

Ce qui est sûr, c'est que quand on ne se débarrasse pas de l'Etat-capitalisme, cette saloperie finit par nous bouffer le cerveau, et tout le reste...

Au lieu de continuer à se faire sucer le cerveau, sortir du bocal ?

A quand un soulèvement à la mesure de la nécessité d'une rupture radicale ?

- ▶ **On pourrait résumer tout ça avec une formule courte, à la sauce angliciste et disruptive, adaptée au format condensé des réseaux sociaux : NO FUTURE, FUCK !**



France : le coup d'Etat légal suit normalement son cours

## BERNARD CAZENEUVE : PORTRAIT D'UN ENNEMI DU PEUPLE

**Macron a déclenché une dissolution de l'Assemblée et des élections en urgence à la veille de l'été en espérant que cela lui permettrait de terminer son mandat en gouvernant avec le RN. Le plan ne s'est pas déroulé comme prévu, et depuis deux mois, il fait tout pour effacer son échec et se maintenir au pouvoir.**

Pour « tester » l'opinion, toute une série de noms détestables ont été diffusés durant l'été en tant que possibles Premiers Ministres : l'escroc d'extrême droite Wauquiez, le politicien aérophage Xavier Bertrand, la bourgeoise illuminée Valérie Pécresse et même Ségolène Royal. Rien ne nous a été épargné. Des figures qui ne représentent qu'elles-mêmes mais sont détestées par quasiment tout le monde.

**C'est finalement Bernard Cazeneuve qui semble décrocher le poste. Visage d'huissier, vêtements des années 1940 et idées fétides.** Il a été Ministre de l'Intérieur, Ministre du Budget et Premier Ministre sous François Hollande. Il est reçu ce lundi par Macron, dans un ultime round de "négociations", avant les deux anciens présidents de la République François Hollande et Nicolas Sarkozy.

Le système fait déjà bloc derrière Bernard Cazeneuve : le porte-parole du Rassemblement National déclare qu'« il n'y aura pas une censure de principe » s'il est Premier Ministre. Bayrou, sorti d'une réalité parallèle, déclare qu'il est « expérimenté et qu'il a un crédit dans l'opinion ». Yaël Braun Pivet, figure de l'aide droitière du macronisme valide sa nomination. La maire socialiste de Paris Anne Hidalgo estime qu'il « saura rassembler ». L'ancien Ministre Luc Ferry lui conseille même « d'intégrer le RN » dans son gouvernement.

La classe politique et médiatique veut rendre légitime un individu qui représentait jadis une fraction du Parti Socialiste. Parti qui pèse désormais moins de 2% aux élections. Autrement dit, Cazeneuve est insignifiant. Sans commune mesure avec les 30% d'électeurs du Front Populaire et les 22% de la France Insoumise qui ont été balayés d'un revers de la main. Mais puisque Cazeneuve sera probablement le prochain chef du gouvernement, revenons sur sa carrière tâchée de sang, de larmes et de destructions :

### 4 Rémi Fraise

2014, Cazeneuve est Ministre de l'Intérieur. À la tête de la police, il mène une répression féroce, en particulier contre les luttes écologistes. Rétrospectivement, Darmanin n'est qu'un modeste continuateur des violences de ce prédécesseur.

Cette année-là, une lutte s'enracine à Sivens, dans le sud-ouest de la France, contre un projet de barrage destiné à une poignée d'agriculteurs productivistes. Décidément, l'histoire bégaye.

Face aux contestataires, Cazeneuve déploie une violence maximale, plusieurs personnes sont mutilées par les gendarmes. Et la répression atteint son paroxysme le 25 octobre. Sur une esplanade déboisée, le Ministre fait déployer des centaines d'hommes armés avec la consigne d'utiliser tout leur arsenal. Des dizaines de grenades explosives sont tirées. L'une d'elle, tirée en pleine nuit, au milieu d'une foule, arrache la colonne vertébrale de Rémi Fraisse, jeune écologiste de 21 ans.

Plutôt que de prévenir les secours, les gendarmes traînent le corps inanimé et le dissimulent toute la nuit. Le lendemain, les médias parlent d'un cadavre « retrouvé » à Sivens, comme s'il était mort tout seul. Les autorités tentent de faire croire que des explosifs contenus dans le sac de la victime l'auraient tué. Mensonge macabre. La vérité finit par être révélée : pour la première fois depuis des décennies, un manifestant a été tué par l'État.

**Plutôt que de provoquer un choc politique, le PS choisit de soutenir sans réserve les gendarmes responsables. Pire : ils interdisent toutes les manifestations pour Rémi Fraisse, qui sont à leur tour durement réprimées. C'est un tournant majeur de l'histoire politique française : les forces de l'ordre savent qu'elles peuvent tuer un opposant sans réaction d'ampleur, et avec le soutien de leurs supérieurs. Bernard Cazeneuve, ira jusqu'à déclarer cyniquement quelques années plus tard : « ce ne sont pas les attentats qui m'ont fait gagner le respect de mes hommes, mais bien Sivens ».**

La justice a depuis classé sans suite l'enquête sur la mort de Rémi Fraisse.

### 4 État d'urgence

Novembre 2015. Le gouvernement socialiste profite honteusement des attentats du Bataclan pour décréter l'État d'urgence et abolir toutes les libertés publiques.

Dès les premières heures, 3579 perquisitions administratives sont lancées dans tout le pays par Cazeneuve, frappant dans leur grande majorité des musulmans et des musulmanes. Des enfants sont placés en garde à vue pour des propos considérés comme suspects, des portes volent en éclat et la police terrifie des familles. Il n'y aura aucune suite à cette vague sans précédent de perquisition.

**L'état d'urgence permet l'assignation à résidence de toute personne dont il existe « des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics ». Bernard Cazeneuve va ainsi interner arbitrairement à domicile 404 personnes, parfois pour plusieurs mois. Alors que la COP 21, sommet sur le climat, est prévue à Paris, il utilise sans complexe l'arsenal anti-terroriste pour frapper des écologistes. « J'assume totalement cette fermeté », se vantera le ministre de l'Intérieur. Fier d'utiliser les morts d'un attentat pour interdire des manifestations pour l'environnement.**

### 4 Loi travail

En 2016, le gouvernement socialiste lance une « Loi Travail », qui précarise les salariés. Un grand mouvement qui dure du mois de mars à juin.

La répression ordonnée par Bernard Cazeneuve est militarisée. L'usage des LBD est alors généralisé, la BAC et les compagnies d'intervention sont envoyées pour choquer les cortèges. Plusieurs manifestants sont éborgnés. Les arrestations pleuvent. C'est devenu habituel, mais à l'époque, c'était relativement nouveau.

La violence déployée contre un mouvement social et syndical par un gouvernement « de gauche » est sans précédent, et préfigure celles qui suivront : notamment contre les Gilets Jaunes ou sur les retraites.

**Et à nouveau, Bernard Cazeneuve utilise l'État d'urgence pour prononcer des « interdictions de paraître », un dispositif anti-terroriste d'exception qui est dirigé contre des manifestants.** Il permet d'interdire, sans décision judiciaire, à une personne d'être présente dans une ville lors d'une manifestation, sur la seule base des souhaits de la police. Un précédent gravissime.

### 4 Mesures racistes

En 2016, la loi Cazeneuve sur l'asile et l'immigration va plus loin que celles votées par Sarkozy, et prépare le terrain aux mesures de Darmanin. Elle brutalise le sort des personnes exilées, permet d'enfermer des enfants en centres de rétention et instaure la fin du secret médical pour les malades étrangers.

Cazeneuve propose le nom de Fabrice Leggeri à la tête de FRONTEX, l'agence européenne de surveillance des frontières. Leggeri est depuis accusé de graves violations des droits humains et de crimes contre l'humanité lors de son passage à FRONTEX. Il est désormais membre du Rassemblement National, et eurodéputé sous cette étiquette.

**Enfin, Cazeneuve a lancé une immense opération d'expulsion de migrants à Calais, pour démanteler de façon inhumaine la « jungle ». Les tentes sont gazées, l'eau potable également, les tirs de grenades ont lieu chaque nuit, un véritable enfer.**

### 4 Cadeaux au patronat

Avant cela, en 2013 et 2014, Bernard Cazeneuve avait été ministre du budget. **C'est lui qui a défendu le CICE : le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » qui était un immense cadeau aux entreprises. Une réduction d'impôts massive, soi-disant pour « aider à la création d'emplois ».**

**10 ans plus tard, ce dispositif a coûté 100 milliards d'euros. Et n'a pas créé d'emploi.** Cet argent aurait pu financer les services publics et protéger les retraites. Et si une telle somme avait été directement redistribuée à des travailleurs, cela aurait représenté des centaines de milliers d'emplois.

### 4 Permis de tuer

En 2017, c'est Bernard Cazeneuve qui porte la loi qui « assouplit » la possibilité de tirer à balles réelles pour les forces de l'ordre. Durant la campagne présidentielle de 2012, les policiers avaient manifesté, en armes pour réclamer une « présomption de légitime défense » - autrement dit, un permis de tuer. La revendication avait été reprise par les candidats du FN et de l'UMP.

**En 2017, c'est ainsi le PS qui modifie le cadre de la légitime défense et étend l'usage des armes à feu. Les policiers obtiennent le droit de tirer non seulement pour se défendre, mais aussi pour « défendre un lieu sous leur responsabilité » - on devine les interprétations qui peuvent être faites dans le cas de luttes contre des grands projets -, « lorsqu'ils doivent empêcher un détenu de s'échapper » mais aussi « pour empêcher une voiture de se soustraire à un contrôle ». Depuis, le nombre de tirs et de morts a explosé. La mort de Nahel par exemple, est le résultat direct de la mesure de Cazeneuve.**

### 4 Rwanda

En 1998, Cazeneuve est rapporteur d'une « Mission d'information parlementaire sur le rôle de la France au Rwanda ». Il contribue à cacher la responsabilité écrasante de la France dans le génocide commis en 1994, et en particulier le rôle de l'Élysée du côté des criminels.

En 2021, une commission d'historiens présidée par Vincent Duclert rend ses conclusions sur la responsabilité de l'Élysée, et Cazeneuve tente à nouveau d'empêcher le PS de reconnaître l'évidence, c'est-à-dire l'implication du gouvernement socialiste de l'époque dans le carnage.

### 4 Le plan de transition avec le Pen

Pour finir, Cazeneuve a été un éphémère Premier Ministre à la fin du mandat crépusculaire d'Hollande, juste avant l'élection de Macron.

En mai 2017, alors que l'extrême droite est au second tour face à Emmanuel Macron, Bernard Cazeneuve élabore

un « plan pour préserver la paix civile ». Il ne s'agit pas de s'opposer à une éventuelle arrivée au pouvoir de Marine Le Pen mais au contraire de réprimer plus efficacement les mobilisations qui pourraient s'opposer à l'extrême droite. « Les pouvoirs publics ont anticipé des violences de militants de l'ultra-gauche en cas d'élection de Marine Le Pen à l'Élysée » explique alors Le Figaro. À l'époque, Cazeneuve envisage de « rester en poste pour gérer la crise » car il anticipe « une vague de violences consécutives à l'élection de la candidate du Front national ».

**Au ministère, on ne craint pas l'arrivée du fascisme, mais « des mouvements d'extrême-gauche » qui « chercheront sans nul doute à organiser des manifestations dont certaines pourraient entraîner des troubles sérieux » poursuit Le Figaro, séduit par Cazeneuve.**

L'idée du Ministre est donc, dans un tel scénario, de « rester en poste jusqu'aux élections législatives, après l'élection de la nouvelle présidente », « une pratique contraire à la tradition républicaine, mais conforme à la constitution ». Il s'agirait d'une « cohabitation forcée » entre le PS et le FN pour « gérer la crise » et « assurer la sécurité de l'État », avec la crainte « qu'un nouveau ministre de l'Intérieur, éventuellement inexpérimenté, prenne ses fonctions dans un tel contexte ». **Dès 2017, le PS et en particulier Cazeneuve envisageaient donc déjà de livrer le pays à l'extrême-droite tout en écrasant les possibles résistances par la force. Glaçant.**

**En retraçant ce pedigree, la nomination par Macron d'un tel individu à la tête d'un gouvernement autoritaire bafouant le résultat d'une élection serait donc parfaitement cohérent et logique.**

(post de Contre Attaque)



France : le coup d'Etat légal suit normalement son cours

# MACRON S'APPRÊTE A FAIRE EXACTEMENT LE CONTRAIRE DE CE POURQUOI ONT VOTÉ LES ÉLECTEURS

CA VA MAL FINIR !

Les électeurs ont voté contre l'extrême-droite, contre Macron et sa politique et ont mis la gauche en tête. Macron s'apprête à mettre en place un premier ministre tout ce qu'il y a de plus à droite dans la gauche afin de continuer la politique macronienne qui ne pourra se faire qu'avec le soutien parlementaire de l'extrême-droite et donc aboutira une politique macronienne encore plus à droite. Les électeurs ont voté contre l'extrême-droite, ils auront une politique d'extrême-droite.

(post de J Chastaing)



France : le coup d'Etat légal suit normalement son cours

## LA LUTTE DES CLASSES VERSION 2024

Le terme « partenaires sociaux », inventé par les néolibéraux pour désigner pêle-mêle les organisations ouvrières et patronales, comme si, finalement, il n'y avait pas d'opposition entre les travailleurs et les chefs d'entreprises, les exploités et les exploités, et que tout ce petit monde était des « partenaires » qui « dialoguent », a rarement aussi bien porté son nom.

Le cliché diffusé par l'ancien patron des patrons, Geoffroy Roux de Bézieux, en est la démonstration la plus agaçante. C'est lui qu'on voit au centre : l'aristocrate qui a été président du MEDEF rigole en levant le poing, comme pour se moquer de ce geste qui symbolise les lutte sociales. La photo a été prise lors de l'ouverture des jeux paralympiques, et partagée sur le compte LinkedIn du patron.

Entre 2018 et 2023, Geoffroy Roux de Bézieux a été le visage du capitalisme français. Il a été de tous les combats pour libéraliser l'économie, privatiser ce qui pouvait l'être, et réduire les droits des travailleurs. Lors du confinement en 2020, il appelle à supprimer des jours fériés et augmenter le temps de travail pour « accompagner la reprise » post-COVID, depuis son château situé près de La Baule.

**À l'occasion de la pandémie, il déclare aussi : « un système autocratique semble pour le moment mieux armé pour bloquer une pandémie que ne le sont nos démocraties ». Il a aussi réclamé l'arrêt de mesures environnementales à Macron, pour « aider » les entreprises. Ce qu'il a obtenu.** Roux de Bézieux a formé un duo avec le président des riches, accompagnant son calendrier, ses mesures, et appelant à voter pour lui.

Durant la campagne de 2022, il fait l'éloge de Macron, estimant que celui-ci « parle le langage du business, et sans accent, c'est assez bluffant ». Il faut dire que la collaboration des deux hommes est efficace : les patrons ne se sont jamais aussi bien portés que depuis l'élection de Macron, les riches n'ont jamais été aussi riches. La même année, il dénonce les grèves et estime que la réquisition, c'est à dire l'envoi de policiers chez des grévistes - notamment ceux des raffineries - pour les obliger à travailler « est normale ».

Plus incongru en apparence, Roux de Bézieux a été le premier président du MEDEF à participer à la Fête de l'Humanité, pour discuter avec le secrétaire général de la CGT. Enfin, il est l'auteur de plusieurs livres, notamment « Pour sortir de la crise : le capitalisme » paru en 2011.

À côté du grand patron au nom à particule et responsable de la souffrance de millions de salariés, un type avec une

coupe au bol, et une chemise rose : Bernard Thibault. Son visage est connu des manifestants : pendant plus de 10 ans, il a été à la tête de la CGT, le premier syndicat ouvrier de France. Entre 1999 et 2013, c'est lui qui dirige la centrale syndicale, notamment sous la présidence de Sarkozy, marquée par de violentes attaques anti-sociales, et des défaites successives pour les luttes. Après son départ de la CGT, le Figaro félicite son sens du dialogue dans un article en 2014, rappelant que « Bernard Thibault a négocié la réforme des régimes spéciaux de 2008, travaillé avec la CFDT à la refonte de la représentativité syndicale et signé un accord en 2009 avec le patronat ».

La plus grande crise sociale à la tête de la CGT, c'est le mouvement social pour défendre les retraites, en 2010. Eh oui, déjà. Des millions de personnes avaient manifesté contre Sarkozy, une colère immense. **Et les syndicats avaient organisé la défaite en adoptant exactement la même stratégie qu'en 2023 : des « journées » de grève espacées pendant des mois, qui n'avaient servi qu'à faire perdre des journées de salaire aux grévistes sans jamais bloquer le pays ni menacer le gouvernement. Rien n'a changé.**

Suite à ce mouvement perdu, Alain Minc, proche conseiller de Nicolas Sarkozy, saluait l'esprit « de responsabilité » des syndicats sur la réforme des retraites, déclarait que les dirigeants syndicaux ont été « admirablement responsables » et même « on ne dira jamais assez le rôle qu'ils ont eu pendant le pire de la crise ». C'est à dire, organiser l'échec du rapport de force. Depuis cette claque de 2010, c'est la descente aux enfers ininterrompue pour les droits sociaux.

Après une grosse décennie de loyaux services, Bernard Thibault a été élu à la tête du Bureau international du travail, une agence de l'ONU basée en Suisse. Un boulot peinarde. Le successeur de Bernard Thibault, Thierry Le Paon, a du démissionner au bout de quelques mois de la tête de la CGT car il avait réalisé 130 000 euros de travaux dans son appartement de fonction, situé à proximité du bois de Vincennes, aux frais du syndicat.

A droite de la photo, enfin, on trouve **Fabien Roussel, le communiste préféré de la droite qui se marre. C'est le premier leader « communiste » qui va manifester avec un syndicat policier d'extrême droite, Alliance, pour réclamer l'impunité pour les forces de l'ordre et qui revendique être ami avec Gérard Darmanin. Son combat à lui, c'est de dénoncer « l'assistanat » et la « France du RSA », tout en déclarant que les « les grandes fortunes : ils sont très intelligents, ils ont créé, inventé ». Partisan d'une fausse ligne « populaire », il glorifie la consommation de viande et défend la corrida, en se moquant de ceux qui mangent « du tofu et du soja ». Après l'exécution de Nahel, non seulement il n'a pas dénoncé les violences policières sanguinaires, mais il réclamait de « couper » les réseaux sociaux. Prétendant, avec cette stratégie, incarner la « France populaire », il a pourtant bénéficié d'un emploi fictif d'assistant parlementaire pendant des années.**

Fabien Roussel fait du mépris de classe dissimulé : comme si, pour « séduire les classes populaires », il fallait parler de barbaque, soutenir la police et tenir des propos réacs. Les classes populaires sont plus intelligentes que ne le pensent Fabien Roussel et ses amis, puisque le candidat du PCF a perdu son siège de député en juillet malgré la dynamique du Nouveau Front Populaire.

**Que font ces trois hommes, le patron, le syndicaliste et le communiste, ensemble, rigolant comme de vieux copains ?** L'ancien patron du MEDEF et celui de la CGT sont membres du Comité d'organisation des Jeux Olympiques de Paris 2024 et participent à ce titre à la cérémonie. D'ailleurs, Bernard Thibault avait défilé au début de l'été avec la flamme olympique, et la CGT avait appelé à « ne pas gâcher la fête » en faisant grève, alors que les JO étaient le moment idéal de mettre un coup de pression au gouvernement. Et surtout de tenir la promesse faite l'an dernier : « pas de retraites, pas de JO ».

Que peuvent se raconter ces trois larrons, qui semblent se moquer du point levé. Ils se rappellent de vieux souvenirs ? Se racontent-ils comment les mouvements pour les retraites des travailleurs ont perdu ? Roux de Bézieux les taquine-t-il en leur disant « ahah, même avec vos manifs, c'est toujours nous qui gagnons » ? **Dans tous les cas, cette « lutte des classes » version 2024 à de quoi donner la nausée aux centaines de milliers de syndicalistes qui luttent pour leur classe. Et de quoi retourner Marx et Pelloutier dans leurs tombes.**

(post de Contre Attaque)